



Le dimanche 22 juin 2014

Camp Liberty : Patients empêchés de se rendre aux rendez-vous médicaux

Le 21 juin 2014- Les médecins irakiens au clinique du camp ont affirmé aux patients que selon les instructions du gouvernement aucun permit ne sera émis pour des patients à se rendre dans des hôpitaux à Bagdad pour des visites médicales. Hadi Tala, Abbas Nasserri, Esmail Rajabi, Akbar Mardani, Ebrahim Moussapour, Khalil Pourchafeh et Pari Mohammadi ont ainsi été privés de se rendre aux rendez-vous pris auparavant aux hôpitaux.

Aucun permit n'a été émis depuis le 11 juin pour des patients souffrant des maladies grave comme le cancer pour se faire visiter par des médecins spécialistes à Bagdad.

À la 4^{ème} semaine du juin, 17 patients disposent des rendez-vous chez les médecins spécialistes à Bagdad et risquent donc d'être privés de la possibilité de se rendre à ces rendez-vous.

Une liste de leurs noms a été mise à la disposition des observateurs de la MANUI (Mission d'Assistance des Nations Unies pour l'Irak).

Soutien aux résidents du camp *Liberty* au parlement du Canada

Le 18 juin 2014 –, Ottawa, 18 juin 2014 –Le Sous-comité des droits internationaux de la personne du Comité des affaires étrangères du Parlement du Canada a adopté à l'unanimité une motion appuyant les plus de 3 000 résidents du camp Liberty en Irak qui, tous, sont protégés en vertu du droit humanitaire international. La motion faisait suite à des témoignages éloquentes sur la détérioration de la sécurité et de la situation humanitaire au camp Liberty, et sur la nécessité de la prise de mesures de protection de la part de la communauté internationale.

« Les résidents sont membres des Moudjahidines du Peuple iranien, un groupe de dissidents iraniens contraint de vivre au camp Liberty dans des conditions dangereuses et déplorables caractérisées par une infrastructure de sécurité totalement insuffisante. En fait, depuis 2009, ce groupe a été la proie de six attaques violentes, la plus mortelle d'entre elles s'étant produite au camp Ashraf le 1er septembre 2013. Au total, 52 personnes ont été exécutées et 7 otages sont toujours portés disparus et demeurent introuvables », affirme un communiqué du sous-comité.

La motion reconnaît que la situation au camp Liberty constitue une crise juridique, politique et – surtout – humanitaire urgente. Elle demande aux Nations Unies d'établir immédiatement une présence permanente à l'intérieur du camp Liberty et de lancer une enquête indépendante et impartiale sur le massacre du 1er septembre. Elle recommande également que le Canada participe à la réinstallation des résidents du camp Liberty et qu'il accepte des demandeurs d'asile.



Info de l'Irak...

Des pressions montent pour évincer le Premier Ministre Nouri Al-Maliki

Le 21 juin 2014- Alors que le pays est dans la tourmente, les rivaux du Premier ministre chiite d'Irak mènent une campagne pour l'évincer, avec un peu de pêche à la ligne pour le soutien de bailleurs de fonds occidentaux et de poids lourds régionaux.

Jeudi, leur effort a reçu un énorme coup de pouce du président Barack Obama. Le leader américain s'est retenu d'appeler à la démission de Nouri al-Maliki, en disant que «ce n'est pas notre travail de choisir les dirigeants de l'Irak". Mais ses mots ont été soigneusement formulés pour l'insinuer. "Seuls les dirigeants qui peuvent régir avec un programme inclusif pourront rassembler véritablement le peuple irakien et l'aider à traverser cette crise", a déclaré Obama à la Maison Blanche.

"Nous avons dit publiquement que si le Premier ministre, ou tout autre dirigeant, aspire à diriger le pays, il doit avoir une approche dans laquelle les sunnites, les chiïtes et les kurdes auront le sentiment d'avoir la possibilité de faire avancer leur intérêt dans le processus politique ", a-t-il déclaré.

Cette approche n'a pas fait partie des priorités d'al-Maliki, dont la crédibilité a subi un sérieux revers lorsque des militants sunnites ont lancé une offensive éclair la semaine dernière, engloutissant une grande partie du nord de l'Irak, ainsi que la deuxième ville du pays, Mossoul (...)

Depuis le retrait des forces américaines à la fin de 2011, la violence a vu une nouvelle flambée, alimenté en partie par al-Maliki lui-même. La décision du leader irakien l'an dernier d'écraser les manifestations des sunnites qui se plaignaient de discrimination de son gouvernement à majorité chiïte, a déclenché une nouvelle vague de violence par des militants qui ont repris la ville de Falloujah dans la province à majorité sunnite d'Anbar et des parties de Ramadi.

Dans le même temps, de nombreux Irakiens se plaignent de la corruption du gouvernement, l'échec à reconstruire l'économie et des liens trop étroits avec l'Iran chiïte.

Des politiciens chiïtes, familiers avec les efforts secrets pour éliminer al-Maliki, ont évoqué deux noms comme substituts possibles: l'ancien vice-président Adel Abdul-Mahdi, un économiste formé en France, qui est aussi un chiïte, et Iyad Allaoui, un chiïte laïque qui a servi comme premier ministre d'Irak après l'éviction de Saddam. *AP*

Grand soulèvement populaire en cours en Irak selon le Vice-Premier ministre

Le 18 juin 2014 - Saleh Matlak, le Vice-Premier ministre d'Irak a démenti les allégations selon lesquelles l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIIL) a joué un rôle important dans la prise de plusieurs villes en Irak. Il a affirmé : « Ce qui se passe en Irak est un grand soulèvement populaire et l'EIIL n'y joue qu'un rôle minime. »

Dans une interview avec la Radio « Voix de l'Amérique », le Docteur Saleh Matlak a ajouté : « Ce soulèvement est la réaction des sunnites contre l'oppression qu'ils ont subie depuis de nombreuses années. Nous avons averti à plusieurs reprises que la poursuite des oppressions et des discriminations à l'encontre des sunnites provoquera une explosion au sein de la société irakienne. Maintenant, nous assistons à cette explosion. »

Matlak a souligné : « La solution de cette crise ne passe pas par une intervention militaire. Le contexte actuel requiert une solution politique urgente. L'intervention militaire est contraire aux intérêts supérieurs de l'Irak et provoquera une guerre civile. »





Le vice-Premier ministre de l'Irak a confirmé les informations sur la présence de la Force Qods du régime iranien en Irak. Saleh Matlak a précisé : « Aujourd'hui, les pasdaran iraniens patrouillent dans les rues des villes irakiennes sans se cacher. En bénéficiant de la complicité de l'actuel gouvernement irakien, ils se sont infiltrés en Irak et y commettent des massacres. Les activités des paramilitaires du régime iranien se font sous couvert du gouvernement irakien. Cette situation dangereuse doit cesser immédiatement. »

Les Djihadistes en Irak: une nouvelle désinformation

Le 18 juin 2013 - C'est à une nouvelle désinformation, et de taille, que se livrent depuis quelques jours les médias occidentaux, pris au piège d'un mensonge énorme quant aux événements qui secouent l'Irak. Inlassablement, nous sommes invités à nous désoler d'une pseudo offensive des forces de l'Etat islamiste de l'Irak et du Levant contre le régime de Nouri el Maliki, subitement paré de toutes les vertus.



Incroyable mensonge, qui n'est même pas habillé des apparences de la vraisemblance pour qui connaît tant soit peu le paysage politico-stratégique de l'Irak: comment faire avaler que quelques centaines de djihadistes, quelques milliers tout au plus, seraient en mesure de battre à plate couture l'armée généreusement équipée de Maliki, soutenu par son puissant voisin iranien?

Comment oublier que les tribus sunnites de l'ouest et du nord, humiliées et opprimées par le gouvernement de Maliki représentent une force militaire conséquente et que le soutien de la population de dix provinces leur est acquis? Comment tomber dans le panneau d'une propagande qui assimile à des djihadistes des chefs politiques, militaires et religieux qui se révoltent simplement contre la dictature d'un suppôt de Téhéran et qui aspirent au départ de Maliki et qui font montre d'un sens des responsabilités remarquable?

Que tel ou tel chef de l'EIIL se gargarise de succès qui ne sont pas les siens, c'est de bonne guerre: cela s'appelle même la "guerre psychologique". Que les gouvernements occidentaux suivent la même pente et, sans renseignements fiables, chaussent les bottes, dégoulinantes de sang, de Maliki, voilà qui dépasse l'entendement. Pour se convaincre que ce qui se passe en Irak est non seulement bien venu, mais à l'opposé des récits mensongers de la propagande de Maliki, il n'est que de voir l'accueil réservé aux insurgés par la population et le retour dans leurs foyers de braves gens y compris chrétiens, qui disent devant les caméras ne rien craindre, et même être soulagés du retour des libertés.

Une fois encore, les Etats-Unis font la démonstration de leur immaturité politique et vont jusqu'au bout de leur inconscience pour se rapprocher de Téhéran dont les dirigeants se frottent les mains et saisissent l'occasion inespérée de conclure enfin un accord sur le nucléaire qui, comme tous ceux qui ont précédé et sans rien changer à leurs plans, leur fera gagner un temps précieux dans la mise au point définitive de l'arme atomique.

Je prends date, aujourd'hui, et peux, malheureusement, annoncer que le dernier obstacle à l'entrée de l'Iran des mollahs dans le club des puissances nucléaires va être levé par le président Obama. Ce sera la dernière touche à une politique désastreuse dont la France n'est pas comptable mais dont elle aura à subir les sinistres conséquences. Yves Bonnet¹, *Le Huffington Post*

¹ Préfet honoraire, ancien directeur de la DST